

La Tunisie et ses Palestine. De Habib Bourguiba à Umran Kilani Muqaddami

Nicolas Dot-Pouillard

▶ **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. La Tunisie et ses Palestine. De Habib Bourguiba à Umran Kilani Muqaddami. 2012, pp.8. halshs-00726542

HAL Id: halshs-00726542
https://shs.hal.science/halshs-00726542

Submitted on 31 Aug 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Tunisie et ses Palestine. De Habib Bourguiba à Umran Kilani Muqaddami

Cet article est le fruit d'une recherche développée par l'auteur au sein de l'Institut français du Proche-Orient : « La Palestine internationalisée ». Elle porte sur les mobilisations transnationales et les réseaux activistes globalisés autour de la question palestinienne. Il ne s'agit donc que d'un long work in progress.

Une cartographie politique transnationale

Le 8 avril 2012 s'est tenue à Tunis une cérémonie officielle à l'aéroport de Tunis-Carthage : la dépouille de Umran Kilani Muqaddami retournait au pays, 24 ans après sa mort au Sud-Liban, lors d'un accrochage avec l'armée israélienne[1]. Né en 1962 à Mdhilla, dans le bassin minier de Gafsa, province paupérisée du sud-ouest de la Tunisie, Umran Kilani Muqaddami était membre du Mouvement des patriotes démocrates-Watad[2], une formation d'extrême-gauche implantée jusqu'à aujourd'hui dans cette région, notamment au sein de la centrale syndicale de l'Union générale tunisienne du travail[3]. En 1984, il part en Syrie, et s'inscrit à la faculté de Damas pour suivre des études de psychologie, pendant deux ans[4]. C'est à cette époque qu'il aurait adhéré au Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de Nayef Hawatmeh[5]. Parti au Liban, il mène le 26 avril 1988 une attaque contre des soldats israéliens dans la zone des fermes de Chebaa, au cours de laquelle il décède, à l'âge de 26 ans. Son corps est alors récupéré par l'armée israélienne[6]. L'opération se voulait une réponse à l'assassinat de Khalil al-Wazir, plus connu sous le nom de Abu Jihad : le numéro deux de l'Organisation pour la libération de la Palestine était en effet décédé à Sidi Bou Saïd, dans la banlieue nord de Tunis, sous les balles d'un commando israélien, le 16 avril 1988[7].

Ce n'est qu'en janvier 2004 que le Hezbollah récupère sa dépouille, au terme d'un échange de prisonniers et de restes mortuaires avec l'État israélien, sous médiation allemande. Mais le président Ben Ali refuse toute cérémonie officielle en Tunisie pour recevoir le corps : la famille préfère alors qu'il reste au Liban, à défaut de reconnaissance présidentielle. Il faudra attendre la chute du régime pour le voir revenir. Début avril 2012, la dépouille est exhumée du cimetière des martyrs (*Maqbarat ash-Chuhadâ'*), dans la banlieue sud de Beyrouth, non loin du camp de réfugiés palestiniens de Chatila. Une première cérémonie officielle se tient à Beyrouth le 6 avril en présence de son frère, Rachid Kilani Muqaddami, d'un représentant de la direction de l'UGTT venu pour l'occasion au Liban, Qasem Afiah, de l'ambassadeur tunisien, Muhammad Faouzi Balout, de délégués d'organisations politiques palestiniennes, ainsi que de personnalités syndicales et associatives proches du Hezbollah, dont le Cheikh Attalah Hamoud, président de l'Association des prisonniers (*Jam'iyat al-Usra*)[8]. Le 8 avril, le corps arrive à l'aéroport de Tunis-Carthage. L'accueil de Umran Kilani Muqaddami est officiel – des militaires attendent le cercueil sur le tarmac – et aussi politique : plusieurs

dizaines de membres de l'Union générale tunisienne du travail, du Mouvement des patriotes démocrates, du Parti des ouvriers communiste tunisien (POCT)[9] et de formations nationalistes arabes célèbrent son arrivée. Le jour même, le cercueil part à Gafsa, dans un avion militaire. Il est alors enterré le 9 avril. La date, symbolique, a été choisie par la famille : ce jour, férié en Tunisie, est celui de la « fête des martyrs », commémorant la mort de manifestants, le 9 avril 1938, face aux troupes françaises[10].

Le cas de Umran Kilani Muqaddami n'est pas isolé. Depuis 2004, ce sont ainsi huit dépouilles de combattants tunisiens décédés lors d'opérations contre l'armée israélienne au sud-Liban, ou lors d'infiltrations dans le nord d'Israël, qui ont été peu à peu récupérées lors d'échanges de prisonniers et de dépouilles mortuaires entre le Hezbollah et l'armée israélienne[11]. Les similitudes des trajectoires sont frappantes : ils appartiennent à une génération née dans la Tunisie bourguibiste des années 1960 et 1970. Ils ont en général une culture politique se situant à la confluence de la gauche radicale et du nationalisme arabe, ce qui se traduit par une militance dans des formations politiques palestiniennes du même bord. Ils sont moins issus du milieu des élites tunisiennes de la côte et du Sahel, principal berceau du Néo-Destour de Habib Bourguiba et du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) de Zine al-Abidin Ben Ali, que des régions périphériques et paupérisées du centre et du sud, de bassins ouvriers historiquement contestataires, et de provinces ayant porté historiquement les oppositions au bourguibisme[12] : Médénine, Gafsa, Gabès, Kerouan, Metlaoui, Sfax, Jerba. Ils signent enfin une singulière géographie politique, en forme de globalisation militante dont la question palestinienne serait l'épicentre symbolique, mais jamais atteint. Le cas de Umran Kilani Muqaddami est en ce sens paradigmatique : il met en scène, par son départ en 1984 et son retour, mortuaire, en 2012, une cartographie politique transfrontalière engageant plusieurs espaces (successivement le bassin minier de Gafsa, la Syrie, puis le sud-Liban), des organisations politiques aux idéologies politiques parfois non-concordantes (l'extrême-gauche tunisienne et palestinienne, le mouvement syndical de l'UGTT, le Hezbollah libanais), et des temporalités discordantes (partant de la Tunisie bourguibiste en 1984, n'ayant pas connu celle de Ben Ali, sa dépouille revient dans celle de l'après révolution). Dans cette globalisation politique de la question palestinienne, la Tunisie ne fait pas, à cet égard, figure d'exception : des années 1960 aux années 1980, de nombreux activistes issus de la mouvance nationaliste et d'extrême-gauche et en provenance de l'ensemble du monde arabe ont pu incorporer des formations politiques palestiniennes, y tenant parfois de hautes fonctions politiques et militaires[13].

La Tunisie de Bourguiba : une politique de la distanciation

Rares sont les écrits consacrés aux rapports entre la Palestine et le Maghreb, et plus particulièrement la Tunisie[14]. Le sujet ne devrait pourtant pas laisser complètement indifférent, au-delà du simple cas de Umran Kilani Muqaddami, et il ne se limite pas à la seule transnationalisation activiste adoptant la violence politique comme principal répertoire d'action. La position du fondateur du Néo-Destour et premier Président de la République tunisienne, Habib Bourguiba, se caractérise par son hétérodoxie stratégique. Il ne se reconnaît pas dans la position d'un Gamal Abdel-Nasser, et ne croît pas dans l'établissement d'un rapport de force militaire face à Israël de la part des États arabes. En faisant exécuter, en août

1961, son principal adversaire, Salah Ben Youssef[15], il a également sonné le glas d'un mouvement nationaliste tunisien qui aurait encore pu se teinter de thèses panarabistes.

Fidèle à sa politique de « l'indépendance par étapes »[16], il est enclin aux compromis : le premier, il appelle , lors de deux discours tenus en mars 1965 à Jéricho, en Cisjordanie, et dans la partie Est de Jérusalem, les Palestiniens à adopter une solution négociée avec Israël, sur la base des résolutions de l'ONU. La politique bourguibiste de distanciation consiste certes à se dissocier de ce que le père de l'indépendance tunisienne peut bien considérer comme un certain maximalisme des États arabes vis-à-vis d'Israël, incarné dans la position du sommet de la Ligue arabe de 1967, tenu à Khartoum, au Soudan. Elle ne va cependant pas jusqu'à reconnaître Israël, à l'instar de l'Égypte ou de la Jordanie. Si caractéristique de la geste politique de Habib Bourguiba, il s'agit encore, jusqu'au coup d'État de Zine al-Abidin Ben Ali qui l'évince du pouvoir en novembre 1987, de souffler le chaud et le froid à l'encontre d'Israël, la Tunisie se devant de préserver des lignes d'alliances géopolitiques aussi diverses que parfois contradictoires. Ainsi, le « combattant suprême», comme il aimait à être nommé, ouvre les portes du port de Bizerte, en août 1982, à une Organisation pour la libération de la Palestine désormais exilée du Liban, et qui allait faire de la Tunisie son refuge principal[17].

La gauche et les islamistes, ou la double inclusion palestinienne

La politique de distanciation prudente de l'État bourguibiste concernant le conflit israélo-arabe ne fut pas celle des oppositions tunisiennes au régime. Des années soixante-dix aux années 1980, d'abord dans la mouvance de la gauche radicale, celle du Travailleur tunisien (*al ʻÂmil at-tûnisi*) notamment et de ses nombreux héritiers[18], puis au sein du Mouvement de la tendance islamique (*Harakat al-Ittijâh al-islâmi*)[19], c'est bien plutôt la politique de la double inclusion qui joue : sous un registre « internationaliste » et « tiers-mondiste» pour la gauche tunisienne[20], « panislamique » pour la mouvance islamiste, c'est alors la Tunisie qui doit être raccrochée au conflit israélo-arabe, et, de manière concomitante, la Palestine qui se doit de devenir un symbole mobilisateur pour la société tunisienne. Il n'est alors plus question, comme avait pu le faire Habib Bourguiba, de reconnaître la possibilité de deux États palestiniens et israéliens. La Palestine peut aussi servir de levier symbolique pour contester, en interne, le régime lui-même. Au contraire de la gauche radicale, l'attachement du mouvement islamiste Ennahda à la question palestinienne ne se traduit cependant pas par un engagement de type politico-militaire : en revanche, c'est au Soudan, mais aussi au Royaume-Uni et au Liban, que les principaux dirigeants d'Ennahda prennent contacts, du milieu des années 1980 au début des années 1990, avec les Frères musulmans palestiniens, qui forment, à partir de 1987, le Hamas (Mouvement de la résistance islamique)[21].

La centralité de la question palestinienne dans la pratique politique tant des islamistes que de la gauche radicale tunisienne ne s'est pas arrêtée avec la chute du régime de Ben Ali en janvier 2011. Elle sert encore de référent légitimant et de signifiant structurant. Au mois de juin 2011, le parti islamiste Ennahda peut ainsi quitter la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique[22] au nom de principes « antisionistes » affirmés. La formation de Rachid Ghannouchi demandait en effet

que le refus de la normalisation (at-Tatbî') avec Israël soit clairement évoqué dans la rédaction d'un « Pacte républicain » commun à tous les partis, censé faire consensus en l'absence de constitution. Début janvier 2012, le gouvernement de Hamadi Jebeli, membre du mouvement Ennahda, reçoit à Tunis le Premier ministre palestinien Ismaël Haniyeh, un des principaux dirigeants du Hamas. Depuis la chute de Ben Ali, le penseur et écrivain Mounir Chafiq, un ancien dirigeant du Fatah converti à l'islam politique dans les pas de la révolution iranienne, membre du *Maktab at-Tahtît* (Bureau de planification) de l'OLP dans les années 1980 et conseiller d'Abu Jihad, le numéro deux de la centrale palestinienne, a été invité à plusieurs reprises à Tunis par le mouvement Ennahda, sur lequel il a pu exercer une certaine attraction intellectuelle[23]. En mai 2012, ce sont encore quatre membres du gouvernement tunisien, dont deux du mouvement Ennahda[24], qui entament une grève de la faim en solidarité avec celle que mènent au même moment les détenus palestiniens en Israël.

Enfin, pour la gauche radicale, tout comme pour la centrale syndicale de l'Union générale tunisienne du travail, l'accueil réservé à la dépouille mortuaire de Umran Kilani Muqaddami au mois d'avril 2012 n'a pas seulement vocation à faire vivre une tradition tiers-mondiste et arabiste, sous un mode éventuellement nostalgique : la présence de membres de la direction de l'UGTT aux cérémonies officielles au Liban comme en Tunisie, la médiatisation de son arrivée à Tunis par les organes de la centrale syndicale, ne sont pas fortuites. Elles s'inscrivent dans un contexte d'opposition politique croissante entre l'UGTT et le mouvement Ennahda, aujourd'hui principale formation au sein de l'assemblée nationale constituante et du gouvernement tunisien. L'UGTT affirmant tenir sa légitimité du soulèvement de décembre 2010 et janvier 2011, et le mouvement Ennahda de celle des urnes, le recours à la thématique palestinienne s'inscrit pour l'un comme pour l'autre dans une stratégie d'instrumentalisation liée à des enjeux politiques internes.

Imaginer la Palestine pour dessiner la Tunisie

Dans le contexte de l'après révolution, islamistes et syndicalistes sont polarisés. Les premiers craignent une centrale syndicale qui ne manque pas de base populaire, particulièrement dans les régions centrales, berceau de l'insurrection de décembre 2010. Qui plus est, la gauche radicale tunisienne, qui a renforcé son poids au sein du nouveau bureau exécutif de la centrale élu en décembre 2011[25], ne cache pas son hostilité au mouvement Ennahda, tout à la fois suspecté de vouloir islamiser les institutions et de défendre des orientations économiques à dominante néo-libérale. Les seconds, à la tête du gouvernement, reprochent souvent à l'UGTT son maximalisme revendicatif. C'est aussi dans ce cadre politique qu'il faut chercher le sens de l'utilisation de la thématique palestinienne par les acteurs politiques : les uns comme les autres cherchent dans la question palestinienne, entre autres éléments, le ferment de leur propre légitimité politique. La signification donnée à la question palestinienne sert pour l'essentiel à contester la légitimité de l'adversaire du moment. De l'image de la Palestine qu'on dessine dépend aussi l'image de la Tunisie que l'on souhaite. Pour une partie de l'UGTT, la vision de la Palestine est celle d'Umran Kilani Muqaddami : elle s'attache à l'histoire d'une génération politique formée pour l'essentiel dans le souvenir des nationalismes arabes, des gauches radicales, et des tiers-mondismes dits « progressistes » du passé, qu'il s'agirait encore de réactiver. Pour Ennahda, l'image de la Palestine est

intimement liée à celle du mouvement islamiste palestinien, et, partant, à l'essor politique des formations issues des Frères musulmans dans le contexte des soulèvements arabes. Ces deux visions de la Palestine renvoient à un débat interne, portant sur l'identité politique même de la Tunisie : les uns privilégient une vision que l'on pourrait qualifier d'« arabo-tiers-mondiste » ou d'« arabo-progressiste », les autres une identité « arabo-islamique ». Il y a bien une Tunisie avec, en miroir, plusieurs Palestine : celle, distante et passée, de Bourguiba, qui ne se confond pas avec celle du mouvement Ennahda, ni avec celle du mouvement syndical et de la gauche radicale tunisienne. Et pourtant : la diversité des interprétations et des significations données à la question palestinienne en Tunisie, son instrumentalisation politique dans la conjoncture actuelle par les différentes parties, témoignent aussi de son effet continu d'attraction. Elles confirment peut être que la question palestinienne, loin d'être marginalisée par les révolutions arabes, en demeure un des enjeux symboliques majeurs.

Nicolas Dot-Pouillard est chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO), à Beyrouth.

Notes

1. « Wusûl Rifât ach-Chahîd 'Umrân Kilâni al-Muqaddami ila Tûnis ba'd Ta'tîl istamara 24 'Âm », (Arrivée des restes du martyr 'Umrân Kilâni al-Muqaddami après un blocage qui a duré 24 ans), Tunis Afrique Presse (TAP), 9 avril 2012, http://www.tap.info.tn/ar/ar/component/content/article/352-2011-04-09-10-28-00/24741—24-.html. [↩]
2. Watad est la contraction de *Harakat al-Wataniyin ad-dîmukrâtiyin*, Mouvement des patriotes démocrates. Clandestine sous le régime de Bourguiba et de Ben Ali, légalisée peu après la révolution de janvier 2011, aujourd'hui dirigée par un avocat, Choukri Belaïd, cette formation a deux députés à l'assemblée nationale constituante élue à la fin octobre 2011. [↩]
3. L'UGTT est officiellement crée en 1946. Son principal fondateur, Farhat Hached, assassiné au sud de Tunis, dans la banlieue de Radès, en 1952, par une organisation paramilitaire française, la « Main rouge », a été une des principales figures du mouvement nationaliste tunisien. Les sections régionales de l'UGTT ont été particulièrement actives dans le soulèvement tunisien de décembre 2010 et janvier 2011, notamment à-travers quatre de leurs fédérations : les postes et télécommunications, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, la santé. Revendiquant un demi-million d'adhérents, l'UGTT a renouvelé sa direction en décembre 2011, à l'occasion de son 22^{e} congrès. [↩]
4. Voir l'interview, réalisée en juillet 2011, de la mère de Umran Kilani Muqadammi, Khalisa Muqaddami : « Hiwâr ma'a 'Â'ilat ach-Chahîd 'Umrân Kilâni Muqaddami » (Dialogue avec la famille de 'Umrân Kilâni Muqqadami), *ach-Churûq*, Tûnis, 19 juillet 2011, https://www.facebook.com/note.php?note_id=221624844520476. [↩]
5. Le FDLP est né en 1969 d'une scission du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), fondé par Georges Habache. Ce sont encore aujourd'hui les deux principales formations de la gauche palestinienne. [↩]

6. Rajana Hamyeh, « Omran al-Mokaddemi : from Gafsa to Palestine and back », *al-Akhbar English*, April 12, 2012, http://english.al-akhbar.com/content/omran-al-mokaddemi-gafsa-palestine-and-back [↩]
7. Abu Jihad était en effet suspecté par les autorités israéliennes d'être l'un des principaux organisateurs de l'Intifada dans les territoires palestiniens depuis décembre 1987. [↩]
8. Voir l'article consacré par le site de la télévision du Hezbollah, *al-Manâr*, à Umran Kilani Muqaddami : « Ihtifâl wadâ'i lich-Chahîd at-tûnisi Umrân Kilâni fi Beirût » (Fête d'adieu au martyr tunisien Umrân Kilâni à Beyrouth), *al-Manâr*, 8 avril 2012, http://www.almanar.com.lb/adetails.php?eid=215979&cid=21&fromval=1&frid=21&seccatid=19&s1=1. [↩]
9. Dirigé par Hamma Hammami, longtemps clandestin, le Parti des ouvriers communiste tunisien (*Hizb al-'Ummâl al-chuyû'i at-tûnisi*) est aujourd'hui représenté à l'Assemblée nationale constituante par trois députés. [↩]
10. Le 9 avril 1938, plusieurs dizaines de manifestants sont tués et blessés par l'armée française, à Tunis, ainsi que dans plusieurs villes du pays, suite à un appel du parti nationaliste Néo-Destour à des démonstrations de rue contre les autorités protectorales. [↩]
11. En plus de Umran Kilani Muqadammi, originaire de Gafsa, décédé le 26 avril 1988, il s'agit de : Miloud Ben Najah, décédé le 11 novembre 1987 dans une opération armée par deltaplane ; de Faycal al-Hachichi, décédé le 8 juillet 1993 ; de Khaled Ben Salah al-Jalasi, décédé le 25 décembre 1988 ; de Sami Ben Taher al-Hajj Ali, décédé le 19 janvier 1995 ; de Riad Ben al-Hachimi Ben Jama'a, décédé le 19 janvier 1995 ; de Kamel Badri, décédé le 27 janvier 1996 ; et de Baligh Ben Muhammad Anouar al-Lajmi, décédé le 27 janvier 1996. Source : « Chuhadâ' tûnisiyun 'ala Darb Tahrîr Filastîn » (Martyrs palestiniens sur le chemin de la libération de la Palestine), *Facebook*, https://www.facebook.com/note.php?note_id=124849390882152. [↩]
12. Sur les « origines socio-géographico-politiques » des différentes oppositions tunisiennes, se reporter à : Michaël Bechir Ayari, *S'engager en régime autoritaire. Gauchistes et islamistes dans la Tunisie indépendante*, Thèse de sciences politiques, sous la direction de Michel Camau, Université Paul Cézanne/Aix-Marseille III, janvier 2009. [↩]
13. En mars 2012, le décès du penseur égyptien Mahjoub Omar vint rappeler l'histoire de ces activistes arabes ayant intégré les rangs des formations politiques palestiniennes. Né en 1932, d'abord membre du Parti communiste égyptien, il entra en 1967 dans les rangs du Fatah en Jordanie. Proche du numéro deux de l'organisation pour le libération de la Palestine, Abu Jihad, il exercera d'importantes fonctions politico-militaires au sein du Fatah au cours de la guerre civile libanaise, notamment au Sud-Liban. L'ensemble de ses écrits ont été regroupés en 2002 : Mahjoub Omar, *Kîtâbât* (Écrits), Dâr al-Fikr al-islâmi, 2002. [↩]
14. La thèse de Jean-Paul Chagnollaud, soutenue à l'université de Paris I en septembre 1975, consacrée au « Maghreb et au conflit israélo-arabe », et publiée en 1979 aux éditions Sindbad, constitue une bonne introduction historique aux rapports entre les premières élites indépendantistes algériennes, marocaines et tunisiennes et l'Organisation pour la libération de la Palestine. Cf. Jean-Paul Chagnollaud, *Maghreb et Palestine*, Paris, Sindbad, 1977 (Bibliothèque arabe). [↩]
15. En juin 1955, Salah Ben Youssef, l'un des fondateurs du Parti Néo-Destour, dénonce les conventions franco-tunisiennes, qui prévoyaient notamment que la France puisse encore gérer la sécurité intérieure et extérieure du pays pendant dix ans. Au contraire de Habib Bourguiba, Salah Ben Youssef est particulièrement influencé par les thèses

nationalistes arabes, et fut considéré comme proche du premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella, ainsi que du Président Gamal Abdel Nasser. La mouvance dite « youssefiste », férocement réprimée au début des années 1960, fut considérée comme l'un des premiers mouvements d'opposition au régime bourguibiste. Sur la genèse du mouvement yousséfiste, cf. *'Arûsiyyah at-Turki, al-Haraka at-yûsufiya fi-Tûnis (1955-1956)* (Le mouvement yousséfiste en Tunisie), Sfâqs, Maktabat 'alâ' ad-Dîn, 2011. [↩]

16. La politique « d'indépendance par étape » résulte, chez Habib Bourguiba, de l'analyse du rapport de force entre les autorités protectorales françaises et le mouvement national tunisien dans les années 1940 et 1950 : pour le fondateur du Néo-Destour, une révolution populaire, à fortiori armée, est vouée à l'échec en Tunisie. Il faut alors, tout en construisant le mouvement nationaliste, aboutir à l'indépendance par une série de négociations politiques avec l'État français. Sur la politique bourguibiste « d'indépendance par étape », consulter le premier chapitre de la première partie de l'ouvrage de Samy Ghorbal, « Le bourguibisme, une théorie de l'action », in *Orphelins de Bourguiba et héritiers du Prophète*, Tunis, Cérès éditions, 2012. [↩]
17. Quelques images de l'arrivée des premiers membres de l'OLP dans le port de Bizerte sont disponibles sur le site *Dailymotion* : http://www.dailymotion.com/video/x2gd82_arrivee-de-l-olp-en-tunisie-1982_news. [↩]
18. La gauche radicale tunisienne s'est structurée à partir de 1963 autour de la revue *Perspectives* (*al-Afâq*), publiée par le Groupe d'études et d'action socialiste (GEAST). À partir des années soixante-dix, le GEAST opère un tournant « marxiste-léniniste », considérablement marqué par le maoïsme ainsi que par une certaine forme de nationalisme arabe. C'est à partir de 1970 qu'il est connu sous le nom de *al-'Âmil at-tûnisi* (*Le Travailleur tunisien*), du nom de son journal, clandestin. Aujourd'hui, les principales formations de la gauche radicale tunisienne – Parti des ouvriers communiste tunisien, Mouvement des patriotes démocrates-Watad – sont le fruit de l'éclatement du *Travailleur tunisien* au début des années 1980. Il est à noter que le Parti démocratique progressiste (PDP) de Ahmed Nejjib Chebbi, aujourd'hui principale formation centriste à l'Assemblée nationale constituante, est lui-même issu d'une organisation sociale-démocrate née en 1983 de l'éclatement du *Travailleur tunisien* : le Rassemblement socialiste progressiste (RSP). En avril 2012, le PDP a fusionné avec sept partis centristes pour créer le Parti républicain (PR). [↩]
19. Le Mouvement de la tendance islamique a été fondé au début des années 1980. Son visa de légalisation fut alors refusé par le Ministère de l'intérieur en juillet 1981. Ce n'est qu'à partir de 1987 que le mouvement prendra le nom d'Ennahda (La renaissance), sous lequel il est connu aujourd'hui. [↩]
20. Aussi faudrait-il préciser la mouvance tunisienne nationaliste arabe, tant nassérienne que baathiste. [↩]
21. Entretien avec l'auteur d'un membre de la direction du mouvement Ennahda, Paris, mars 2012. [↩]
22. Il s'agissait alors d'une instance représentant partis politiques, mouvements associatifs et syndicaux, pilotant la transition démocratique aux-côtés du gouvernement transitoire de Béji Caïd Essebsi, de mars 2011 jusqu'aux élections pour une Assemblée nationale constituante d'octobre 2011. [↩]
23. Entretien de l'auteur avec Ajmi Lrouimi, membre du Bureau exécutif du mouvement Ennahda, Tunis, janvier 2012. Sur l'évolution intellectuelle et politique de Mounir Chafiq, voir Nicolas Dot-Pouillard, « Al-Yassâr al-mathûl lil-Islâm. Qirâ' fi-Hâlat al-Katîba at-tullâbiya li-Harakat Fatah » (La gauche convertie à l'islam. Lecture du cas

de la Brigade étudiante du mouvement Fatah) », *Marâsid, Karâsât ‘alimiya* (Observatoires. brochures scientifiques), 2, en langue arabe, Maktabat al-Iskandriya (Bibliothèque d’Alexandrie), Égypte, novembre 2010, http://www.bibalex.org/attachments_ar/Publications/Files/2011062313365476383_.pdf. [↩]

24. Pour le mouvement Ennahda, il s’agit de Moncef Ben Salem, ministre de l’enseignement supérieur, et de Abdel Karim al-Harouni, ministre des transports. Les deux autres grévistes, Muhammad Abbou et Samir Ben Amor, respectivement Ministre délégué à la réforme administrative et conseiller du président de la République, sont membres du Congrès pour la République (CPR). [↩]
25. Sur les 13 membres du bureau exécutif de la centrale syndicale élus en décembre 2011, trois sont explicitement affiliés à l’extrême-gauche : Sami at-Tahiri, Hafedh Hafedh et Mhammed Msalmi. Le nouveau secrétaire général de l’UGTT, Houcine Abbassi, est un ancien militant du Parti communiste tunisien. Membre du précédent bureau exécutif de l’UGTT, il faisait alors partie de l’opposition de gauche à la direction menée par Abdessalam Jrad, réputé proche du palais présidentiel et du parti dirigeant, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). [↩]